

Le Royaume-Uni et l'Union trébuchent sur la marche irlandaise

Des dizaines de demandes de naturalisation

Bruxelles. Le Service public fédéral Justice n'a pas pu délivrer de chiffres centralisés, mais un simple coup de sonde dans plusieurs communes de la capitale permet de réaliser que des dizaines de ressortissants anglais obtiennent la nationalité belge chaque année dans chacune des communes. C'est le cas à Ixelles, où 80

Anglais d'origine ont obtenu la nationalité belge, explique Delphine Bourgeois, Echevine de l'Europe. *"De plus, on compte 4 ou 5 demandes d'informations par semaine."* Dans le même temps, en 2017, 35 Anglais d'origine ont obtenu la nationalité belge dans la commune d'Uccle. Ils étaient 50 en 2016. Toujours à titre d'exemple, on comptait 42 naturalisations du même type à Woluwe-Saint-Lambert, pour 16 en 2016 et 5 en 2015. **BdO**

- L'UE et le Royaume-Uni ne sont pas (encore) parvenus à conclure un accord sur les modalités du Brexit.
- Les discussions achoppent notamment sur la frontière irlandaise.

L'économie britannique ressent déjà les effets du futur retrait de l'Union.

Si loin, si proches

A l'issue de son dîner de travail avec la Première ministre Theresa May, ce lundi, à Bruxelles, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a dû convenir que le compte n'y était pas pour conclure un accord sur les principaux sujets du processus de séparation. *"Quelques différences demeurent qui demandent davantage de négociations et de consultation"*, a confirmé Theresa May.

Comme attendu, c'est principalement sur le dossier de la

frontière irlandaise qu'achoppent les discussions. La rumeur a couru, durant la journée, que Londres accepterait le maintien d'une convergence réglementaire entre l'Irlande et l'Irlande du Nord pour éviter le rétablissement d'une frontière "dure" entre le sud et le nord de l'île. Mais le parti protestant nord-irlandais DUP, qui soutient le gouvernement conservateur minoritaire de M^{me} May a dit son opposition, arguant que l'Irlande du Nord devait quitter l'UE selon les mêmes termes que le reste du Royaume-Uni. *"C'est important d'écouter le DUP mais il y a d'autres partis en Irlande du*

Nord", a commenté le Premier ministre irlandais Leo Varadkar. *"Nous comprenons que la Première ministre a besoin d'un peu plus de temps... elle négocie de bonne foi"*, a-t-il ajouté. Comprendre : aux yeux de son opinion publique, M^{me} May doit donner l'impression qu'elle a "résisté" jusqu'au bout. Ce n'est pas par hasard que M. Juncker l'a qualifiée de *"négociatrice coriace"*.

Objectif fin de semaine

Côté européen, on affiche son optimisme mesuré. *"Ce n'est pas un échec"*, a assuré M. Juncker, disant son espoir de conclure un accord dans la semaine. *"Le ti-*

ming devient serré, mais un accord avant le Conseil européen de décembre est encore possible”, a pour sa part tweeté le président du Conseil européen, Donald Tusk, qui s’est également entretenu avec M^{me} May, en fin d’après-midi.

Les deux parties doivent tenter d’aplanir les derniers différents d’ici au sommet des 14 et 15 décembre, pour que les Vingt-sept puissent constater que “des progrès suffisants” ont été accomplis dans la phase 1 des négociations,

relative au retrait britannique, pour lancer la phase 2, touchant à la période de transition de deux ans après le Brexit, et à la future relation commerciale entre l’Union et le Royaume-Uni. Que ce dernier brûle d’ouvrir.

Oleb

Avant même son retrait, le Royaume-Uni ressent déjà les effets du Brexit

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

La Première ministre britannique, Theresa May, espère pouvoir lancer les négociations sur l’avenir des relations commerciales entre le Royaume-Uni et les vingt-sept pays membres de l’Union européenne dès le début de l’année 2018. Et pour cause : les Britanniques, leur administration et les entreprises commencent à percevoir les premières conséquences tangibles du Brexit à venir. Et elles ne leur sont guère favorables. Tous espèrent donc que plus de certitudes permettront de les enrayer et de mieux se projeter vers l’avenir.

Le résultat du référendum du 23 juin a directement troué le porte-monnaie des Britanniques, avant même que le Brexit, qui se produira le 29 mars 2019 à minuit, soit effectif. La livre sterling s’est dépréciée de 23 % par rapport à l’euro depuis l’avant-référendum. Conséquence immédiate: les distributeurs et les producteurs ont dû payer plus chers leurs importations. La hausse des prix à la consommation a donc atteint 2,8 % en septembre et en octobre alors qu’elle s’était stabilisée sous les 1 % entre la mi-2014 et la mi-2016. Dans le même temps, les salaires ont poursuivi leur stagnation. Finalement, le niveau de vie des Britanniques recule. Selon l’économiste Ashwin Kumar, *“leur salaire réel reste inférieur à ce qu’il était avant la crise économique (de 2007-2008)”*.

L’activité économique ralentit plus que prévu

L’activité économique ralentit plus que prévu. Les prévisions de croissance dévoilées il y a quinze jours par le ministre des Finances Philip Hammond laissent entrevoir l’intensité du choc prévu : 1,5 % en 2017 au lieu des 2 % annoncés en mars, 1,4 % en 2018 au lieu de 1,6 %, 1,3 % en 2019 au lieu de 1,7 %, etc. Le fléchissement de l’investissement privé est principalement en cause. Incertains de l’avenir de leur secteur au Royaume-Uni, les dirigeants d’entreprises ont décidé de freiner leurs dépenses en capital, en attendant de connaître les modalités de l’accord commercial avec l’UE. Londres n’est plus aussi attractive pour les entreprises. La capitale britannique a perdu deux entités économiques internationales : l’Agence européenne du médicament, qui emploie 900 personnes, sera déplacée à Amsterdam, tandis que les 170 employés de l’Agence bancaire européenne déménageront à Paris. Parallèlement, de nombreuses entités financières, parmi lesquelles le Lloyds, HSBC, RBS, JP Morgan et

UBS, ont annoncé le redéploiement sur le continent de certaines équipes, principalement vers Paris, Francfort, Bruxelles et Luxembourg.

Pas de ville britannique capitale européenne de la culture

Ce mouvement pourrait n’être qu’une première étape. Avant de quitter cet été son poste de responsable de la stratégie de la City of London, l’entité qui supervise le premier quartier financier de la capitale, Mark Boleat nous faisait part de sa crainte que *“si leurs filiales européennes fonctionnent bien, certaines entreprises se diront que cela ne vaut plus la peine de poursuivre leur activité britannique en raison du coût élevé des affaires à Londres. Elles n’auront alors pas d’états d’âme”*. Même si la City devrait rester le principal centre financier européen, son activité se fragmentera avec l’apparition de points d’ancrage sur le continent.

L’impact du Brexit ne se fait pas seulement sentir sur le plan économique. Cinq villes du Royaume-Uni avaient officiellement déposé un dossier au mois d’octobre pour obtenir le titre de capitale européenne de la culture 2023 : Dundee en Ecosse, Leeds, Nottingham et Milton Keynes en Angleterre, et une coopération entre Belfast, Derry et Strabane en Irlande du Nord. La Commission européenne a statué le 22 novembre que le Royaume-Uni ne pourra pas accueillir l’événement en raison “de son retrait de l’Union européenne”. Dans sa lettre, la directrice générale du département de la Culture et de l’Education de la Commission, Martine Reicherts, justifie sa décision par le fait que “cette action n’est pas ouverte aux pays tiers, sauf aux pays candidats et aux pays de l’Espace économique européen ou de l’Association européenne de libre-échange”. Un coup dur pour des villes qui avaient travaillé dur depuis parfois plusieurs années sur leur projet. Et surtout un signal fort de l’état d’esprit de la Commission.

Londres envisage d'embaucher des Européens de l'Est pour gérer les demandes de visa

Et si le ministère de l'Intérieur britannique était obligé d'embaucher des Européens de l'Est pour gérer ses demandes de visa ? Cette hypothèse devient plus crédible que jamais alors que les autorités peinent à convaincre assez de candidats britanniques à déménager à Sheffield, où vient d'être créé son nouveau centre de traitement des demandes de visas pour faire face à l'afflux de dossiers rentrés par des ressortissants de l'Union européenne, qui inonde le centre de Liverpool de dossiers. Elles ont donc admis que leurs portes sont ouvertes aux Européens et ont rappelé recruter "selon le mérite, pas la nationalité". Avant de préciser "que nous voulons que les citoyens européens vivant au Royaume-Uni restent et continuent à jouer un rôle important dans notre culture, nos communautés et nos entreprises, parmi lesquelles le ministère de l'Intérieur".

Le secrétaire d'Etat à l'Immigration Brandon Lewis a également promis l'embauche à Liverpool de 1 200 employés chargés de la régularisation sur deux ans de la situation ad-

ministrative des 3,2 millions de résidents européens. Pourtant, un simple calcul fait douter de leur capacité à remplir cette tâche : actuellement, 6 500 employés traitent 3 millions de dossiers par an. Les futurs employés auront donc trois fois plus de dossiers à gérer...

L'administration des douanes planche également sur le changement de statut des Européens. Actuellement, ils bénéficient d'une entrée et d'une sortie rapides du territoire britannique. Les ressortissants de pays de l'Union européenne qui ne résident pas au Royaume-Uni devront pourtant à l'avenir rejoindre les files d'attente des étrangers non liés à l'UE, qui requièrent un temps plus important pour passer la frontière. Les aéroports, des ports et des gares risquent donc un engorgement sans précédent.

"Le passage des biens sera un désastre absolu"

Le passage des biens s'annonce également compliqué. Actuellement, les camions qui les transportent sont exemptés de remplir des déclarations fiscales en raison de la liberté de mouvement des biens à l'intérieur de l'union douanière. Après le Brexit, ce ne sera plus le cas. "Ce sera un désastre absolu", nous a affirmé Guy Patten, directeur exécutif de la chambre britannique du transport maritime. "Il faut une vingtaine de minutes aux camions arrivant d'en dehors de l'UE pour remplir les demandes des douanes alors multipliez cela par 8 000, le nombre de camions dans un jour calme, et calculez ce que cela fera." Il estime que la période de transition de deux années ne suffira pas aux autorités douanières pour adapter les programmes informatiques à la nouvelle situation.

TdB, à Londres